



PRIX 1,50 F - N° 275 - NOVEMBRE 1980

**A PARIS, en PROVINCE,  
des centaines de milliers de  
personnes manifestent contre le  
racisme, le fascisme, l'antisémitisme.**



G. BLONCOURT

**« MIEUX CONNAITRE LES INEGALITES POUR MIEUX LES COMBATTRE »**

pages 4 et 5



# HALTE AU RACISME, HALTE AU FASCISME!

Après l'attentat fasciste de la rue Copernic qui a fait 4 morts et de nombreux blessés, des centaines de milliers de personnes ont crié leur indignation devant le crime honteux, ont exprimé avec force leur volonté de combattre le racisme, l'antisémitisme et toute résurgence fasciste et nazie...

La C.F.D.T., ses organisations, ses adhérents se sont associés activement aux protestations nombreuses qui ont suivi ce lâche attentat.

Ainsi, après Bologne (Italie), Munich (Allemagne de l'Ouest), c'est au tour de Paris de connaître l'horreur d'un tel crime.

La bombe posée rue Copernic visait la communauté juive, comme tant d'autres actes et attentats antisémites commis ces derniers mois. Il est navrant de constater qu'une communauté qui a déjà tant eu à souffrir au cours des siècles et notamment pendant la seconde guerre mondiale, soit à nouveau la cible d'éléments fascistes qui rêvent de faire couler à nouveau le sang juif.

## LA LISTE EST LONGUE!

De tous les horizons politiques ou presque, des hommes ont condamné l'attentat; cependant cette unanimité ne peut masquer les responsabilités de certains milieux de droite et d'extrême droite!

Et puis, hélas, cet attentat de la rue Copernic et cette vague d'antisémitisme, aussi douloureux soient-ils, ne constituent qu'une partie visible de l'iceberg raciste qui déferle sous les ponts de notre quotidien, qui ronge chaque jour un peu plus les bases de la démocratie.

En effet, cet attentat s'ajoute, avec un degré de violence supplémentaire, à une liste très longue d'attentats racistes et fascistes en France (plus de 150 en quatre ans).

Au cours des derniers mois, l'activité des groupes d'extrême droite s'est accrue:

- 1977: un militant C.G.T. est assassiné à Reims par des membres de la C.F.T.
- mars 1979: une militante C.F.D.T. de Caen est séquestrée et torturée par des fascistes;
- juillet 1979: attentat contre d'anciens résistants qui chassent les nazis;
- septembre 1979: assassinat de P. GOLDMANN (après celui d'H. CURIEL).

Célébration de fêtes nazies dans divers pays d'Europe:

- décembre 1979: tentative d'assassinat de J.-P. VIGIER, militant de Gauche;
- janvier 1980: assassinat du responsable de la librairie arabe à Paris.

Mise à sac des locaux de l'U.D.-C.F.D.T. de Marseille:

- printemps 1980: vague d'agressions anti-arabes dans la banlieue parisienne;
- juillet 1980: attentat contre les locaux du M.R.A.P.;
- septembre 1980: vague d'attentat antisémites; attentat contre les locaux de l'Union Régionale Parisienne C.F.D.T.

Et combien de travailleurs immigrés, notamment maghrébins, molestés, chaque jour, voire assassinés!

Et combien de travailleurs, de toutes origines, agressés par les milices patronales...



## QUAND LE CRIME RESTE IMPUNI!

Tous ces crimes, tous ces attentats, toutes ces agressions ont deux points communs:

- atteintes contre l'Homme et la Démocratie, inspirées soit par le racisme le plus abject (racisme anti-arabe, anti-juif, anti-gens de couleur) soit par des sentiments réactionnaires (combat anti-syndical, lutte contre la gauche et l'extrême gauche politiques);
- impunité totale des auteurs de ces actes qui ne sont ni trouvés, ni même recherchés.

Mais faut-il s'étonner de cette situation, quand on sait:

- que les plus hautes sphères de la police sont infiltrées d'éléments d'extrême droite, comme cela est dénoncé par les syndicats représentatifs de policiers;
- que le service d'ordre de GISCARD, pendant sa campagne électorale, était composé d'activistes fascistes; que plusieurs députés de la majorité de droite au pouvoir sont d'anciens responsables de groupes d'extrême droite (tel Occident);
- que le gouvernement actuel s'illustre par son mépris pour les travailleurs, par l'expulsion de travailleurs immigrés et d'étrangers connus pour leurs opinions progressistes; que le même gouvernement est l'auteur de lois répressives à l'encontre du mouvement ouvrier, qu'il coopère avec des dictatures fascistes...
- que dans les allées du pouvoir, des personnages "illustres" expriment leur sympathie pour les thèses élitistes de la Nouvelle Droite Française et autres GRECE ou Club de l'Horloge;
- que les écrits, emblèmes nazis sont aujourd'hui commercialisés sans retenue ni problème.

Dans ce climat ambiant, la crise favorisant de plus la violence et les idéologies dangereuses pour la démocratie, comment s'étonner de ce fascisme rampant, de ces actes racistes, d'autant plus que le fanatisme est assuré d'impunité!

Les adhérents C.F.D.T., tous les travailleurs, doivent se montrer vigilants, se battre pour les droits et libertés, riposter à toute attaque contre la démocratie. Nous devons veiller plus particulièrement à bannir de la classe ouvrière tout racisme ou antisémitisme qui prennent parfois et tout simplement leur source dans le chauvinisme le plus étriqué et se nourrissent du chômage et autres maux du système capitaliste.



# UNE EXPOSITION ITINERANTE POUR LA DEFENSE DES LIBERTES

A l'initiative de la F.G.M., une exposition-photos « Luttons pour la liberté » circule depuis début septembre dans les comités d'entreprise, locaux syndicaux et diverses structures syndicales. Elle passera

dans votre région, et peut-être dans votre entreprise, votre localité, puisqu'elle fera successivement étape, jusqu'en octobre 1981, dans toutes les Unions-Métaux de la F.G.M.

## ■ Argentine - Chili Afrique du Sud Union Soviétique : 4 exemples

Cette exposition présente, par des photos et des textes, la situation vécue par les peuples de 4 pays :

- **L'Argentine** où la junte militaire de Videla impose depuis mars 1976 son implacable dictature.

- **Le Chili**, où l'espoir suscité par la victoire de l'Unité Populaire autour du Président ALLENDE a brutalement été réduit à néant par le coup d'Etat de PINOCHET en septembre 1973.

- **L'Afrique du Sud** où 4 millions de blancs continuent d'imposer leur domination raciale, économique et politique à plus de 16 millions de noirs, par le système de l'apartheid.

- **L'U.R.S.S.** enfin, pays de la première révolution socialiste, devenu un Etat totalitaire aux visées hégémoniques.

Dans ces 4 pays, aux réalités si diverses, les hommes et les femmes manquent cruellement des libertés les plus élémentaires. Des milliers d'Argentins, de Chiliens ont été assassinés, emprisonnés, torturés, enlevés, exilés... Le peuple noir sud-Africain est dénué de tous droits, massacré, emprisonné... des citoyens soviétiques sont incarcérés ou internés en hôpital psychiatrique pour simple délit d'opinion.

Mais partout ces hommes et ces femmes luttent pour la conquête ou la reconquête de leur liberté.

C'est cette réalité, cette alternance de répression et de luttes que nous montre l'exposition : la reconstitution clandestine des forces syndicales en Argentine et au Chili ; le réveil du mouvement syndical en Afrique du Sud, les grèves, les manifestations ; la création de syndicats indépendants en U.R.S.S., etc.

## Dans le monde entier, les travailleurs luttent pour la liberté

Les 4 pays que nous fait découvrir l'exposition ne sont hélas que des

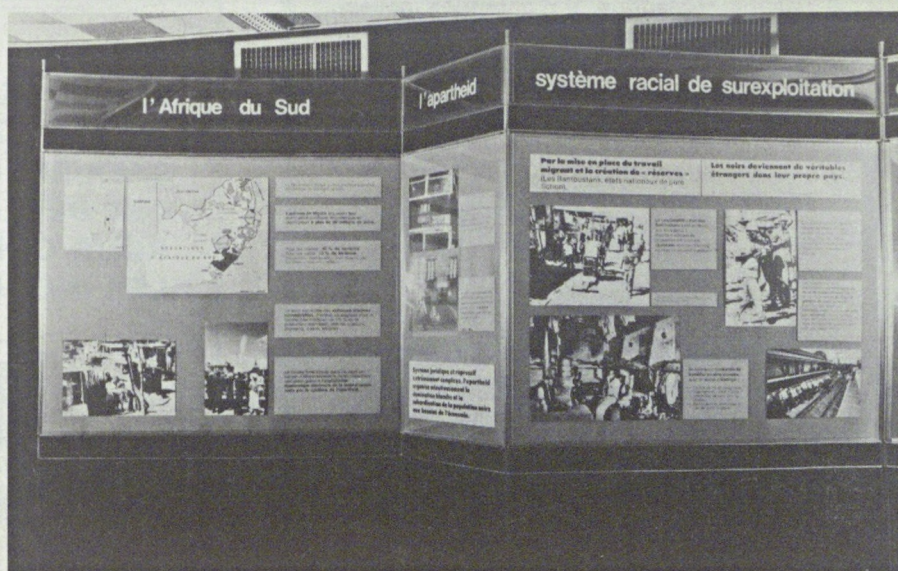
exemples parmi tant d'autres ! La grande majorité du Continent Sud-Américain vit sous le joug militaire. Le récent coup d'Etat en Bolivie vient de nous le rappeler... Les « démocraties populaires » sont sous l'étroit contrôle de l'U.R.S.S. et la marge de manœuvre des partisans de la liberté y est restreinte. La lutte des travailleurs polonais pour un syndicalisme indépendant nous montre cependant qu'elle existe. Et que dire des multiples peuples d'Afrique, d'Asie victimes de la dictature, de la guerre, de la faim... et trop souvent ignorés de l'opinion publique mondiale ?

Quand aux « démocraties occidentales » pays dits « de liberté », elles jouent bien facilement avec la liberté des autres, par leur soutien

actif aux régimes les plus dictatoriaux, les plus sanguinaires. Et croit-on qu'elles sont à l'abri des atteintes aux libertés sur leur propre territoire ? Il suffit pour se convaincre du contraire d'évoquer en France les atteintes si nombreuses aux droits syndicaux, le projet de loi « Sécurité et Liberté », le fichage informatique, la loi « anti-casseurs », l'expulsion des immigrés, le racisme, l'antisémitisme, etc., etc.

Aucun pays, aucun peuple n'est épargné, toute atteinte à la liberté, si minime puisse-t-elle paraître de prime abord, doit être impitoyablement dénoncée et combattue.

C'est là tout le sens de cette exposition et nous espérons que de nombreux travailleurs et adhérents C.F.D.T. iront la voir.



L'exposition sera dans les Unions-Métaux :

- Rhône-Ain : du 17 au 28 novembre ;
- Alpes-Nord (Annecy) : du 1<sup>er</sup> au 19 décembre ;
- Alpes-Sud (Grenoble) : du 22 décembre au 9 janvier 1981 ;
- Loire du 12 au 28 janvier.

Du 5 au 8 février 1981, elle sera à notre Congrès de la Rochelle et poursuivra son « Tour de France » jusqu'en octobre 1981.



# F.G.M. C.F.D.T.

Nous avons décidé de réaliser une «enquête nationale salaires» à partir des fiches de paie de novembre 1980. Pourquoi la F.G.M.-C.F.D.T. prend-elle cette initiative?

La politique patronale tend à accentuer les disparités et à individualiser les statuts. Face à cette politique, nous avons choisi comme axe prioritaire de notre action, la lutte contre les inégalités et pour des garanties collectives.

Or les problèmes salariaux sont au centre des préoccupations des travailleurs en cet automne 1980: austérité salariale dans le même temps où on assiste à une flambée des prix! Cette situation est préjudiciable à l'ensemble des salariés, mais elle est catastrophique pour ceux qui ont les plus basses rémunérations. D'où notre priorité à une progression plus rapide des bas salaires, tout en agissant pour la garantie du pouvoir d'achat.

Pour avancer dans cette voie (garantie du pouvoir d'achat, priorité aux bas salaires, obtention de garanties collectives), nous avons, grâce à notre action syndicale, obtenu un certain nombre de résultats:

- dans les entreprises: différents accords de maintien et de progression du pouvoir d'achat; augmentations uniformes ou non intégralement hiérarchisées; ou encore augmentations «plancher» et revalorisation des minimas...
- au niveau des conventions collectives territoriales: revalorisation souvent importante, tout en restant insuffisante, du montant de la R.A.G., des mini garantis;
- au niveau national: avenant à l'accord classifications, portant le principe d'une meilleure progression de carrière; accords de salaires minimas et de classifs dans les branches «hors U.I.M.M.» (garages, R.M.A.T.P., froid, B.J.O., jouets).

Partout en permanence, une nécessité est apparue, mieux connaître les réalités, pour intervenir avec plus d'efficacité.

Cela est valable au niveau de l'établissement de l'entreprise, du syndicat, de l'U.M., commune de la fédération.

Nous possédons des informations, mais elles sont incomplètes.

Il est donc urgent de faire un effort collectif et de réaliser une enquête nationale pour toute la métallurgie pour impulser de nouvelles luttes toujours plus efficaces.

## UNE ENQUETE NATIONALE DE SALAIRES LANCÉE PAR LA F.G.M.-C.F.D.T.

# « MIEUX CONNAITRE LES INEGALITES POUR MIEUX LES COMBATTRE »

### ■ Bien connaître le niveau des salaires

Les salaires sont bas, mais quel est leur niveau exact, où sont les plus bas salaires?

Pour agir avec efficacité, il faut les connaître et les localiser:

#### • dans l'établissement:

C'est repérer l'atelier, le service, la catégorie où les inégalités sont les plus importantes.

#### • Dans l'entreprise:

C'est être en mesure de comparer la situation de chaque établissement, de faire ressortir les disparités.

#### • Dans la région:

C'est se donner les outils d'un débat collectif dans le syndicat, pour définir des orientations communes et se mettre en capacité de négocier plus efficacement au niveau de la Convention Collective.

#### • Au niveau national:

C'est faire apparaître les disparités entre régions et entre branches.

C'est être en mesure de démentir les propos officiels sur le haut niveau de rémunération dans la métallurgie.

### ■ Agir partout contre les causes des inégalités

Vouloir réellement lutter contre les inégalités, c'est rechercher les causes profondes qui en sont à l'origine et engager une action de longue haleine sur tous les éléments qui concourent à les perpétuer.

#### LES INÉGALITÉS

• Traduisent la volonté patronale d'individualisation de la politique salariale. Celle-ci est très largement favorisée par l'absence de liens directs entre coefficients et salaires réels, ce qui permet aux patrons toutes les manipulations. Il nous faut imposer partout la mise en place de grilles de salaires réels liées aux classifications.

• Sont le fruit de l'organisation actuelle du travail basée sur la division et la parcellisation des tâches.

• Proviennent aussi de l'inadaptation du système de formation qui livre à l'industrie des travailleurs sans leur donner les bases minimum leur permettant d'acquérir ultérieurement une qualification professionnelle.

• Sont accentuées par le partage des tâches entre hommes et femmes.

600 000 femmes travaillent dans la métallurgie.

— 370 000 sont ouvrières, dont 86% au niveau I.

— Elles occupent les coefficients les plus bas dans la filière des employés.

Rien ne justifie cette discrimination, mais rien ne sera modifié sans une action permanente.

• Découlent de la structure du tissu industriel régional. Plus il y a de P.M.E. et de sous-traitants, plus les salaires sont bas.

Un moyen de modifier cette situation existe: revaloriser les discussions au niveau des conventions collectives régionales...

TOUT CELA SERA CONFIRMÉ PAR L'ENQUETE. MAIS NOUS AURONS EN

PLUS LES ÉLÉMENTS EXACTS ET CHIFFRES À L'APPUI DE NOS AFFIRMATIONS, ET CELA EST ESSENTIEL:

• POUR CONVAINCRE TOUS LES TRAVAILLEURS DE LA JUSTESSE DE NOS POSITIONS ET PROPOSITIONS;

• POUR CONSTRUIRE AINSI UNE MOBILISATION IMPORTANTE SEULE CAPABLE D'IMPOSER AU PATRONAT NÉGOCIATIONS ET RÉSULTATS.

CHAQUE ADHÉRENT C.F.D.T. DE LA MÉTALLURGIE EST CONVIÉ:

• A REMPLIR LUI-MÊME LE QUESTIONNAIRE D'ENQUETE;

• A SOLLICITER TOUS SES CAMARADES DE TRAVAIL POUR REMPLIR EUX-MÊMES LE QUESTIONNAIRE EN LEUR EXPLIQUANT L'IMPORTANCE DE CE PETIT EFFORT;

• A UTILISER CE TEMPS FORT DE NOTRE ACTION SYNDICALE POUR PROPOSER À D'AUTRES TRAVAILLEURS DE NOUS AIDER DANS CETTE ACTIVITÉ, D'ADHÉRER À LA C.F.D.T.

### LE SUCCÈS DE «L'ENQUETE SALAIRES» EST DÉTERMINANT POUR COMBATTRE LES INÉGALITÉS

C'est l'affaire de chaque adhérent C.F.D.T.: Il faut convaincre tous les travailleurs de la métallurgie de l'importance, de l'enjeu de cette enquête.

Donnons-nous un moyen essentiel d'agir contre la politique patronale d'austérité en levant le secret sur les salaires: aucune fiche de paie de novembre «ne doit nous échapper»! (L'enquête s'adresse à tous: O.S., O.P., techniciens, employés administratifs, dessinateurs et agents de maîtrise, ingénieurs et cadres, contractuels et «hors statuts»).



**LEVER LE SECRET SUR LES SALAIRES, C'EST DÉJÀ PORTER UN RUDE COUP AU PATRONAT.**

L'enquête nationale de la F.G.M.-C.F.D.T. sera réalisée à partir des fiches de paie du mois de novembre 1980.

Elle permettra:

• de bien connaître le niveau des salaires pour mettre en évidence les inégalités;

• d'engager partout une action convergente contre les inégalités, en agissant sur la cause;

• de créer une dynamique de lutte sur les salaires;

• de développer la C.F.D.T. dans la métallurgie.



# DONNER AUX LUTTES LEUR PLEINE EFFICACITE!

Dans le numéro précédent de la V.M., nous avons abordé les grands thèmes qui seront débattus à notre prochain Congrès Fédéral. Très bientôt, nos organisations vont recevoir les documents pour la préparation collective et démocratique de ce congrès. Une préparation qui suppose la participation de tous nos adhérents à la réflexion et au débat.

Voyons succinctement ce que contient le rapport général, support de cette réflexion, de ce débat.

■ **D'abord toute une partie qui fait état des activités, réalisées, de l'action menée par la F.G.M.-C.F.D.T. au cours des trois années passées, c'est-à-dire depuis notre précédent congrès.** Cette partie, sur laquelle nous serons bref, comprend trois chapitres.

- un rappel des décisions prises au 37<sup>e</sup> Congrès (Convention Collective Nationale pour tous les métallurgistes et Stratégie des luttes d'ensemble);

- les raisons qui ont conduit la C.F.D.T. toute entière à «resyndicaliser» son action. Resyndicalisation en fonction d'une situation générale profondément modifiée; resyndicalisation en fonction surtout d'une analyse auto-critique de nos insuffisances sur le terrain de l'action et de la pratique syndicale au cours des dernières années!;

- comment la F.G.M.-C.F.D.T. s'est inscrite dans cette démarche d'action; les résultats obtenus, mais aussi les difficultés de l'action engagée; le nouveau terrain d'action syndicale exploré à travers les luttes pour l'emploi reliées à notre réflexion sur la politique industrielle (quoi, pourquoi, comment, où produire?).

■ **La seconde partie du rapport permet de dresser un tableau de situation générale actuelle et de mettre l'accent sur les principales évolutions («un monde qui bouge») qui nous interrogent car elles ont des conséquences sur notre action syndicale.**

Dans cette partie, nous analysons la politique patronale; comment cette politique s'articule avec celle de la droite au pouvoir; comment les forces capitalistes essaient de sortir de la crise en préservant leur pou-

voir et leurs profits; quels sont les conséquences de cette politique sur la classe ouvrière et le mouvement syndical. Nous cherchons également dans cette partie à trouver une réponse aux questions suivantes:

- que devient la Gauche et les partis qui la composent? Quelle est l'objectif visé par le Parti Communiste à travers sa politique sectaire?

- pourquoi la C.G.T. refuse-t-elle toute unité d'action et comment surmonter les difficultés unitaires?

- comment répondre aux aspirations nouvelles des jeunes et plus largement de tous les travailleurs dont les préoccupations semblent parfois éloignées des thèses que nous défendons! Comment dans notre action syndicale, mieux répondre aux aspirations individuelles des travailleurs, tout en défendant l'intérêt collectif?

■ **Dans la 3<sup>e</sup> partie, nous examinons l'action que nous allons conduire pendant les trois prochaines années.**

Nous voulons donner aux luttes leur pleine efficacité. Pour cela nous définissons:

- **une politique et des objectifs d'action.** Des objectifs revendicatifs prioritaires permettant de mobiliser

les travailleurs et d'arracher progressivement des «morceaux de Convention collective». Notre ambition reste bien d'aboutir à cette Convention Collective Nationale, mais nous savons maintenant que face à un patronat intransigeant, la lutte sera dure et que nous devrons construire cette Convention en conjugant toutes nos luttes, en additionnant les résultats arrachés dans tous les lieux de négociation;

- **une pratique syndicale conforme à cette ambition**, qui permette réellement de recueillir en permanence toutes les revendications des travailleurs; de relier ces revendications à nos objectifs prioritaires. Une pratique qui surmonte les difficultés d'unité d'action, grâce au débat avec les travailleurs, qui mobilise ceux-ci massivement et durablement pour obtenir des résultats et éviter que les acquis ne soient récupérés par le patronat. Une pratique qui enfin assure une réelle convergence des luttes engagées;

- **des moyens d'action à la hauteur de la tâche:**

- il nous faut accroître notre nombre d'adhérents si nous voulons peser plus fort face à la politique patronale,

- nos organisations doivent posséder les moyens financiers suffisants (nombre de cotisations, revalorisation de cette cotisation, moyens financiers de masse, telle la souscription fédérale) pour conduire l'action,

- nos structures doivent répondre aux évolutions en cours, tenir compte de réalités nouvelles (syndicalisation des retraités, des demandeurs d'emploi!), s'adapter à un «élargissement» de la F.G.M.-C.F.D.T.: les mineurs C.F.D.T. ont affirmé leur volonté de rejoindre les métallurgistes dans une même organisation qui devra respecter la spécificité de ses diverses composantes; les «hors U.I.M.M.» (garages, CEA, RMATP, froid, jouets, bijouterie, APAVE) doivent ainsi prendre toute leur place dans la F.G.M.-C.F.D.T.,

- des efforts plus importants sont à fournir pour que le plus grand nombre d'adhérents ait accès à la formation, à l'information syndicale...





# AVANCEES SUR LE POUVOIR D'ACHAT ET LES BAS SALAIRES

Depuis plusieurs années déjà, les fameux plans d'austérité salariale, préconisés par GISCARD, BARRE et leur gouvernement, font des ravages sur notre pouvoir d'achat. Avec ces plans d'austérité, le patronat a obtenu satisfaction: il les applique donc avec zèle pour reconstituer ses profits!

Peu à peu la progression de notre pouvoir d'achat s'est ralentie et en 1979, il y a eu régression de notre pouvoir d'achat. En 1980, alors que nous assistons à une flambée des prix, notre pouvoir d'achat est encore plus sérieusement menacé...

C'est pourquoi, dès le début de l'année, la F.G.M.-C.F.D.T. a inscrit parmi ses objectifs d'action prioritaires la garantie du pouvoir d'achat et la progression plus rapide des bas salaires.

On peut aujourd'hui, à la fin octobre, tirer un bilan des augmentations générales de salaires concédées par le patronat:

- d'une part dans les entreprises, encore trop nombreuses, où aucune action n'a été engagée, les augmentations de salaires restent en-dessous de la hausse du coût de la vie, sont "attribuées" avec retard sur l'évolution des prix...;

- d'autre part, dans les entreprises dans lesquelles les travailleurs se sont battus avec la C.F.D.T. sur leurs revendications salariales, des avancées intéressantes sont constatées. Malgré le blocage patronal, les difficultés unitaires, l'action syndicale a souvent permis la garantie du pouvoir d'achat, parfois sa progression, mais aussi une revalorisation des bas salaires. Dans les précédentes Voix des Métaux, nous avons publié de nombreux résultats de cette action; voici encore quelques exemples qui montrent qu'il est nécessaire de lutter et possible de gagner:

## ■ VEDETTE (Saverne - Bas-Rhin)

Dans cette entreprise d'horlogerie (500 salariés), c'est la majorité des 250 travailleuses qui est passée à l'action avec la section C.F.D.T., contre les nouvelles normes de production conduisant à un rendement accru pour bénéficier du maintien de leur salaire "aux pièces", un salaire déjà aux frontières du S.M.I.C. (2 200 à 2 400 F nets) pour des cadences importantes.

Après plusieurs jours de lutte, il est obtenu 45 F d'augmentation du salaire de base au 1<sup>er</sup> juillet, 100 F d'augmentation uniforme au 1<sup>er</sup> septembre (ne comptant que pour 2,5 % dans les augmentations générales de 1980) et la révision individuelle des normes de production (afin de gommer la pénalisa-



tion de 1,5 % sur le salaire, consécutive au nouveau système).

## ■ FOGAUTOLUBE

(Myennes - Nièvre)

Après 3 débrayages, organisés par la C.F.D.T. et la C.G.T., (soit 2 h 45 de grève), la direction se voit contrainte de transformer l'augmentation de 3,25 % prévue au 1<sup>er</sup> juillet en une augmentation uniforme de 200 F (+ 8,4 % pour les plus bas salaires). Le salaire minimum passe à 3 105 F au 1<sup>er</sup> juillet 80.

## ■ VACHETTE

(Sailly-Flibeaucourt - Somme)

Dans cette entreprise fabriquant des serrures et cadenas (en partie pour l'automobile), la direction s'illustre aussi par une politique de verrouillage des négociations, puisqu'il faudra 4 semaines de grève pour aboutir à un accord.

La grève démarre à l'établissement de Sailly (500 travailleurs) après que la direction ait annoncé son intention de ne plus garantir le pouvoir d'achat par rapport à l'indice I.N.S.E.E. La C.F.D.T. doit porter tout le poids du conflit devant les réticences de la C.G.T. majoritaire. Intervention des forces de police et licenciement de 4 délégués C.F.D.T. marquent le déroulement de cette lutte qui permettra pourtant d'aboutir aux résultats suivants:

- d'abord les licenciements sont annulés et différentes procédures pénales,

engagées par la direction, abandonnées;

- garantie du pouvoir d'achat par rapport à l'indice I.N.S.E.E. et progression du pouvoir d'achat de 1 % au 1<sup>er</sup> juillet;
- 15 minutes payées pour pause casse-croûte, au lieu de 10 précédemment.

Le maintien du pouvoir d'achat est également concédé dans les deux autres établissements (Abbeville et Troyes).

## ■ DE DIETRICH

(4 usines dans le Bas-Rhin)

Dans le groupe DE DIETRICH, une série d'actions engagées depuis deux ans, a permis à la fois:

- d'avancer vers la 5<sup>e</sup> semaine de congés payés: 3 jours de congés payés supplémentaires en 1979, 4 en 1980;

- d'obtenir le maintien du pouvoir d'achat et sa progression: 13 % d'augmentation générale entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> octobre 1980;

- de revaloriser les bas salaires: les 13 % d'augmentation générale sont attribués avec un plancher de 405 F (soit 14,5 % d'augmentation pour un salaire de 2 800 F mensuels au 1<sup>er</sup> janvier 80);

- de lutter contre le salaire au rendement: à Mertzwiller, après 40 assemblées débats dans les ateliers, la direction doit concéder un nouveau système de salaires intégrant 4 % du rendement dans le salaire de base;

- de supprimer les inégalités entre établissements: 5 jours de grève à Reischoffen amènent une augmentation supplémentaire de 1 à 1,12 F de l'heure, dans cet établissement à titre de rattrapage (soit à Reischoffen une augmentation minimum de 579 F correspondant à 20 % de revalorisation des plus bas salaires)!

## ■ C.L.B.I.

(Cannes - Provence)

Comme chez VACHETTE, il faudra plusieurs jours de grève pour contraindre la direction à garantir le maintien du pouvoir d'achat. Finalement garantie du pouvoir d'achat par rapport à l'indice I.N.S.E.E. dont 10 % d'augmentation générale du 1<sup>er</sup> janvier au 1<sup>er</sup> octobre 80, plus 250 F de prime.

## ■ BELLARD

(Mauves - Loire-Atlantique)

Une nouvelle section C.F.D.T. mène l'action dans cette P.M.E., obtient divers résultats, notamment une remise en ordre des classifications, amenant un relèvement de 200 F des bas salaires et 6 % d'augmentation pour les OS 3 et P 1.



## CONFLITS SECTORIELS...

On appelle "conflits sectoriels" des actions qui ne touchent qu'un ou plusieurs secteurs d'une entreprise (un atelier, un service, un bureau...). Ce type de lutte est souvent mal connu, ne fait pas les "manchettes" des journaux... et pourtant les conflits sectoriels sont les plus nombreux : ainsi on ne parlera pas pendant deux ou trois ans de luttes chez Renault, Thomson, Usinor... alors qu'en permanence s'y déroulent des conflits sectoriels !

Ces conflits qui ont pour but de faire aboutir des revendications spécifiques à un atelier permettent souvent des résultats non négligeables...

Voici l'exemple de deux actions conduites ces dernières semaines chez ABEX à Vierzon et chez CLAUDE à Saint-Etienne :

### ■ ABEX Vierzon

Avant les vacances, l'atelier des "groupes hydrauliques" se met en grève totale. Les 12 ouvriers de cet atelier réclament que les promesses faites sur les changements de catégorie soient immédiatement tenues.

La direction fait la sourde oreille, essaie de remplacer les grévistes par des ouvriers d'autres ateliers. C'est un échec. Malheureusement, la C.G.T. majoritaire dans l'entreprise accepte le départ de certaines fabrications en cours qui seront terminées "chez le client", malgré l'avis contraire de la C.F.D.T. qui mène la lutte dans l'atelier en grève. Dans cette situation, le conflit se prolonge !

Toutefois, la solidarité s'organise dans l'entreprise et d'autres usines de Vierzon, le 3 juillet, après 3 semaines de grève, la direction propose un compromis : 2 % d'augmentation supplémentaire au 1<sup>er</sup> octobre 1980 et 1 % au 1<sup>er</sup> janvier 1981,

(ces 3 % s'ajoutant aux augmentations générales garantissant le pouvoir d'achat et doivent être comparées aux 5 % de revalorisation réclamés par les grévistes).

Le travail reprend le 7 juillet sur cette base. Il est intéressant de noter qu'après plusieurs actions sectorielles de ce type, les travailleurs de cet atelier ont des salaires supérieurs de 9 % environ à ceux pratiqués dans l'entreprise !

### ■ CLAUDE (St-Etienne)

L'usine CLAUDE de la Fouillouse (St-Etienne) est l'une des 5 usines CLAUDE en France, qui font partie de la multinationale C.G.T.E. Sylvania (30 000 travailleurs dans le monde) après avoir été cédées par I.T.T., autre multinationale bien connue.

Il faudra 17 jours de grève totale aux 46 travailleuses et travailleurs (43 femmes et 3 hommes) de l'atelier de montage pour faire céder la société CLAUDE (matériel d'éclairage). Cette action conduite dans l'unité par les sections C.F.D.T. et C.G.T., bénéficiant du soutien actif des autres ateliers stéphanois et autres usines françaises, a abouti à des résultats importants, à savoir :

- les 43 salariées classées O2 voient leur salaire revalorisé de 60 F ;
- embauche définitive de 6 travailleurs sous contrat à durée déterminée ;
- embauche sous contrat à durée déterminée de 5 intérimaires et engagement de titulariser trois travailleurs dans le contrat vient à expiration au cours de l'année 1981 ;
- diverses mesures d'amélioration des conditions de travail.

**cdt magazine**



### Un magazine pour les travailleurs et les travailleuses

Des journaux, il en existe de toutes les sortes. Ce n'est pas le choix qui manque parmi les 10 000 titres de la presse française. Pourtant beaucoup se ressemblent si l'on y regarde de plus près. C.F.D.T.-Magazine, par contre, mensuel destiné aux travailleurs, fait écho à vos préoccupations.

Abondamment illustré de dessins, photos et graphiques, tout au long de ses 56 pages (dont une vingtaine en quadrichromie), C.F.D.T.-Magazine est en prise directe sur la vie des travailleurs dans les ateliers et les bureaux. C'est aussi l'endroit où s'informer sur la vie syndicale, la C.F.D.T. et ses organisations, l'histoire du mouvement ouvrier.

Dans un langage clair et simple, le magazine est aussi une fenêtre largement ouverte sur notre société, sur le monde qui bouge : de la Pologne aux terres antarctiques, de la stratégie patronale dans les grands groupes financiers ou industriels aux mille et un problèmes quotidiens de la consommation ou de la santé. Sans oublier naturellement le cinéma et la télévision, les sports et les loisirs, les livres et les disques.

En plus des numéros spéciaux (impôts en février, école en septembre) C.F.D.T.-Magazine propose aussi chaque mois ses rubriques pratiques, tous les renseignements utiles pour affronter les pièges du quotidien.

Les militants C.F.D.T. de votre entreprise, vous proposeront le prochain numéro... NE LE MANQUEZ PAS.

